

## Plan autisme : "Notre objectif est de rattraper notre retard dans tous les domaines", assure Sophie Cluzel

*Gaétan Supertino*

4-5 minutes

---

Tous les enfants porteurs [d'autisme](#) nés en 2018 iront-ils à l'école pour leur trois ans ? "C'est notre objectif. La génération 2018 doit pouvoir aller à l'école", a assuré la secrétaire d'État chargée des personnes handicapées, Sophie Cluzel, invitée lundi du *Grand journal du soir* de Mathieu Belliard, sur Europe 1. Alors que le gouvernement a présenté de nouvelles mesures en ce sens, la secrétaire d'État promet que tout est fait pour "rattraper le retard" de la France en la matière.

**"On met le paquet sur la recherche"**. À la maternelle, la stratégie gouvernementale prévoit ainsi de passer de 112 à 292 unités d'enseignement pour autistes, des classes à effectifs réduits. Sur ces 180 unités nouvelles, 30 doivent être créées dès la rentrée. Et ce n'est pas la seule ambition du gouvernement. "Notre objectif est de rattraper notre retard dans tous les domaines, et notamment la recherche. On met le paquet sur la recherche. Il faut vraiment que l'on puisse accélérer les connaissances sur les causes de l'autisme, pour tordre le coup aux idées fausses, tordre le coup à la culpabilité que l'on fait porter aux mères, toutes ces 'fake news' qui entachent vraiment la vie des familles", ajoute Sophie Cluzel sur Europe 1.

Pour remplir cet objectif, le gouvernement a mis en place une équipe de dix chercheurs, dont le but est de comprendre certains troubles du quotidien rencontrés par les personnes porteuses d'autisme, "les troubles du sommeil, l'expression de la douleur, des choses qui sont très précises et qui vont changer la problématique des personnes avec autisme et leur famille", indique la secrétaire d'État.

**"Nous voulons faire cesser les errances de diagnostics"**. Le gouvernement s'engage à hauteur de 344 millions d'euros sur l'ensemble du quinquennat pour mener à bien son "plan autisme". Et 90 millions d'euros seront consacrés à "l'intervention précoce", ce qui commence par un meilleur dépistage, qui doit intervenir plus tôt. "Nous voulons faire cesser les errances de diagnostics pour les familles, permettre, pour les enfants de 0 à 7 ans, de pouvoir agir très vite dès que les familles nous alertent".

Une trentaine de plateformes d'intervention précoce, destinées à orienter les familles vers une prise en charge adaptée, doivent être mises en place d'ici à la fin de l'année, dont une dizaine d'ici à fin juin. Les plateformes vont être mobilisées avec les 26 centres de ressources autisme (CRA) pour donner des outils aux professionnels dits de "première ligne" (généralistes, pédiatres, médecins scolaires...) afin qu'ils repèrent les premiers signes d'alerte chez les enfants.

"On outille tous les premiers niveaux d'alerte pour que les parents puissent dire : 'Il ne suit pas mon regard, il ne donne pas la main, il joue tout seul dans son coin'. Et que l'on arrête de dire aux parents : 'Ce n'est pas grave, revenez dans six mois'", précise Sophie Cluzel. Et de promettre : "On va pouvoir intervenir sans que les parents déboursent quoi que ce soit" dans la prise en charge qui suivront les diagnostics. Aujourd'hui, cette prise en charge se fait souvent avant même le diagnostic, à la solde des

familles, qui doivent déboursier des milliers d'euros.

### **Des mesures encore loin de convaincre les familles**

Les associations de famille émettent des réactions mitigées après les mesures dévoilées lundi par le gouvernement. Pour Christine Meignien, présidente de la fédération "Sésame Autisme", "on manque cruellement de professionnels formés, et ce n'est pas en un an qu'on va bouleverser la donne". "C'est là-dessus qu'il faut mettre les moyens, et pour l'instant, il n'y a rien" à ce propos dans la stratégie du gouvernement, a-t-elle dit à l'AFP. Ce plan revient à "brasser beaucoup d'air pour pas grand chose", fustige-t-elle encore.

Pour Danièle Langlois, présidente d'Autisme France, le plan gouvernemental "ne répond pas aux demandes des familles". "Concrètement, rien n'a changé : quand on a un enfant avec des difficultés de développement, c'est toujours aussi compliqué, on n'a pas de réponse", déplore-t-elle. "Tant qu'on ne mettra pas le paquet sur la formation initiale et continue des médecins, psychologues ou éducateurs spécialisés, la stratégie ne résoudra pas les problèmes", selon elle. Seul point positif à ses yeux : les efforts faits en matière de scolarisation des enfants autistes.